

1071 Saint-Saphorin, le 26 mai 2014

N/réf. : 102.1003



AUX CONSEILS COMMUNAUX DES COMMUNES DE CHEXBRES, RIVAZ ET SAINT-SAPHORIN

Préavis municipal no 335

Adoption de la convention de fusion entre les communes de Rivaz, Chexbres et Saint-Saphorin (Lavaux)

Madame la Présidente, Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

1. Origine et historique du projet de fusion

Les communes de la région parlent depuis plusieurs années de fusion. Un vote du Conseil général de Rivaz a même donné l'aval à la Municipalité pour entrer en matière.

Après plusieurs séances entre Syndics, il s'est avéré que la commune de Puidoux n'était pas intéressée par cette fusion. Les Syndics des trois communes de Chexbres, Rivaz et Saint-Saphorin (Lavaux) ont décidé de poursuivre dans cette voie en associant à leurs discussions les membres des Municipalités.

Ces réunions ont permis de constater que les mêmes préoccupations étaient partagées :

- Améliorer la gestion des ressources humaines, financières, administratives et techniques de nos communes ;
- Obtenir une taille suffisante pour maintenir et développer des prestations de qualité envers la population.

A l'issue de leur réflexion, elles ont soumis, à leur Conseil respectif, un préavis d'intention pour une étude de fusion.

Après le vote positif des Conseils, six groupes de travail intercommunaux ont été créés pour mener un important travail de recherches, d'inventaires et de propositions. Ces groupes étaient formés de Conseillers issus des trois législatifs et

de tous les membres des exécutifs. Ils étaient partagés entre :

- Groupe de travail 1 : Finances et budget
- Groupe de travail 2 : Règlements, tarifs et taxes
- Groupe de travail 3 : Bâtiments, forêts, domaines, chemins et routes
- Groupe de travail 4 : Administration, autorités, nom, armoires, archives, social, écoles, culture
- Groupe de travail 5 : Services techniques (eau, épuration, voirie, déchetterie, électricité, gaz
- Groupe de travail 6 : Communication

2. Contexte du projet

Les petites communes rencontrent des difficultés croissantes pour répondre aux besoins et attentes de leur population et aux exigences administratives et techniques complexes.

La gestion d'une commune nécessite une formation toujours plus pointue, notamment sur les plans techniques, juridiques et financiers. Elle requiert aussi des équipements informatiques coûteux et disproportionnés pour une petite commune.

Les Municipaux sont toujours plus sollicités pour les multiples dossiers et projets cantonaux et régionaux. L'administration, trop peu étoffée, ne peut leur apporter un soutien efficace dans le suivi de ces dossiers. Il est aussi difficile de trouver des candidats pour la Municipalité, car l'essentiel des séances sont fixées dans la journée.

L'autonomie communale est toujours plus réduite, surtout dans les petites communes. Les principales décisions sont prises à l'échelon cantonal voire régional. Dans les associations intercommunales, le nombre de petites communes alourdit le système et ralentit la prise de décision. Les petites communes y ont peu d'influence.

La réunion des trois communes dans une unique entité politique et administrative permettrait à la nouvelle commune d'avoir une meilleure vision de son développement futur, une meilleure gestion des projets et une plus forte représentativité au sein de la région et de ses organes, ainsi que vis-à-vis de l'extérieur et du canton.

3. Territoire et population de la future commune

Le territoire de la nouvelle commune aura une superficie de 333 hectares. Une grande partie de ce territoire est constitué principalement de vignes, mais aussi de prairies et de forêts.

La population sera d'environ 2'830 habitants (statistiques 31 décembre 2012).

4. La question de l'identité

Nom de la commune

Le nom retenu pour la nouvelle commune est « Saint-Saphorin (Lavaux) ». Ce nom est celui de l'Appellation Saint-Saphorin. Il s'est imposé de lui-même car connu loin à la ronde.

Armoiries

Pour les armoiries, un appel a été fait à la population. Un projet d'une habitante a été affiné par une graphiste et soumis au responsable des Archives cantonales pour recevoir son aval au point de vues des règles héraldiques.

Ainsi, le futur écusson de la nouvelle commune se déclinera ainsi :

*Coupé d'argent et d'azur, à la bande ondée de gueules coupée d'argent,
à la fasce ondée d'or chargée de trois roses de gueules brochant sur le tout.*

Les bourgeois de Rivaz, Chexbres et Saint-Saphorin (Lavaux) deviennent bourgeois de la nouvelle commune.

Le nom des trois villages sera conservé et indiqué à l'entrée de chaque localité comme aujourd'hui. Le numéro postal déjà commun est maintenu. La vie quotidienne des habitants ne sera pas modifiée. La commune n'est, en fait qu'une entité administrative et politique.

Le caractère propre à chaque village ne changera pas, il gardera son nom, ses particularités, son ambiance et ses sociétés.

5. L'organisation politique et administrative

Administration

Le siège administratif se situera à Chexbres.

Service de proximité

Les heures d'ouverture du bureau seront élargies. Le bureau de vote sera à Chexbres, mais une boîte aux lettres subsistera et recueillera les bulletins des votations et élections dans chaque commune, comme aujourd'hui.

Autorités

Pour la première législature, les communes qui fusionnent constitueront chacune un arrondissement électoral pour l'élection de la Municipalité. L'Exécutif sera composé de 7 membres, soit 2 pour Rivaz, 2 pour Saint-Saphorin et 3 pour Chexbres. Le contact de proximité avec les élus sera ainsi maintenu.

Dès la seconde législature, il n'y aura qu'un arrondissement électoral.

Pour l'élection du Syndic/de la Syndique, il n'y aura qu'un seul arrondissement électoral.

Pour le Législatif, les communes qui fusionnent constitueront chacune un arrondissement électoral pour la première législature, afin de garantir une bonne représentativité de chaque village. Le Conseil communal sera composé de 60 membres. Le nombre de sièges sera proportionnel au nombre d'habitants par village.

Décisions politiques

Ceux qui craignent que leur village perde la maîtrise des décisions qui le concernent oublient que peu de décisions se prennent encore à l'échelle communale. De nombreux domaines sont déjà du ressort régional, voire cantonal. Par ailleurs, de nombreuses tâches sont déjà effectuées et financées en commun.

Investissements :

La Municipalité de la nouvelle commune est engagée, par la convention, à réaliser en priorité les investissements déjà votés au moment de la fusion et à étudier ceux figurant dans les plans d'investissements des anciennes communes.

Personnel

Le projet de fusion garantit les emplois ainsi que les conditions de travail de l'ensemble des personnes travaillant actuellement dans chacune des communes parties prenantes. Ainsi, le personnel en fonction au jour de la fusion, occupé à plein

temps ou à temps partiel, est transféré à la nouvelle commune aux conditions en vigueur au moment de la fusion. Par ailleurs, des cours de formation continue, entre autres, seront proposés aux collaborateurs et collaboratrices de la nouvelle commune.

Règlements et taxes

La convention de fusion énumère à l'article 22, les différents règlements qui sont, pour une période transitoire, appliqués à la nouvelle commune dès son entrée en force.

La réglementation en matière d'aménagement du territoire et de police des constructions, y compris les taxes et émoluments, conserve sa validité à l'intérieur des anciennes limites communales jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation.

6. Fiscalité et finances communales

Les taux d'imposition actuels des trois communes sont proches. Même si celui de Saint-Saphorin a baissé dernièrement, l'Exécutif est conscient que, pour couvrir les charges du ménage communal, il devra augmenter à nouveau son taux d'imposition et ce avec ou sans la fusion.

La fusion, si elle est acceptée, entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2017. Ainsi, il a été convenu dans la fusion que le taux serait fixé selon les modalités suivantes : « Il sera fixé en tenant compte de la moyenne arithmétique des taux d'imposition de l'année 2016 des trois communes ».

Avec les incertitudes qui prévalent dans toute prévision budgétaire, surtout que le système de la péréquation changera à terme, l'autonomie financière des petites communes n'est plus garantie. Une fusion de nos trois communes doit nous permettre d'appréhender le futur dans les meilleures conditions.

7. Calendrier

Si la convention de fusion est acceptée par les trois Conseils, elle sera ensuite soumise, conformément à la loi sur les fusions de communes, simultanément aux corps électoraux de chacune des communes concernées. La date de la votation populaire a été fixée au dimanche 26 octobre 2014.

8. Conclusions

Tout changement suscite des craintes et des appréhensions. Les Municipalités se sont mises à l'écoute de la population pour identifier ces inquiétudes et trouver ensemble des solutions.

Les Municipalités ont porté ce projet de fusion avec confiance et sérénité et elles invitent leur Conseil à adopter la convention de fusion.

CONCLUSIONS

Vu ce qui précède, la Municipalité demande à ce qu'il plaise au Conseil communal :

- vu le présent préavis
- ouï le rapport de la commission des finances chargée de l'examen de cet objet
- considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- d'adopter la convention de fusion entre les communes de Chexbres, Rivaz et Saint-Saphorin (Lavaux), telle qu'elle vous a été remise en annexe du présent préavis.

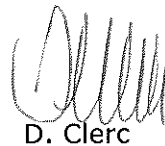
AU NOM DE LA MUNICIPALITE

LE SYNDIC :

LA SECRETAIRE a.i. :


G. Vallélian




D. Clerc

Municipal à disposition de la commission : M. Gérald Vallélian, Syndic

Annexe : Convention de fusion



Convention de fusion

entre les communes de Chexbres, Rivaz et Saint-Saphorin (Lavaux)

Art. 1 Principe et entrée en vigueur

Les communes de Chexbres, Rivaz et Saint-Saphorin (Lavaux) sont réunies et ne forment plus qu'une seule et nouvelle commune dès le 1^{er} janvier 2017.

Art. 2 Nom

Le nom de la nouvelle commune est Saint-Saphorin (Lavaux).

Les noms de Chexbres, Rivaz et Saint-Saphorin (Lavaux) cessent d'être ceux d'une commune pour devenir les noms de localités de la nouvelle commune.

Art. 3 Armoiries

Les armoiries de la nouvelle commune se blasonnent comme suit : "Coupé d'argent et d'azur, à la bande ondée de gueules coupée d'argent, à la fasce ondée d'or chargée de trois roses de gueules brochant sur le tout".

Art. 4 Bourgeoisie

Les bourgeois des communes de Chexbres, Rivaz et Saint-Saphorin (Lavaux) deviennent bourgeois de la nouvelle commune dès le 1^{er} janvier 2017.

Art. 5 Transfert des patrimoines

Au 1^{er} janvier 2017, la nouvelle commune reprend tous les actifs et passifs de chacune des communes fusionnées.

Art. 6 Transfert des droits et des obligations

Au 1^{er} janvier 2017, la nouvelle commune reprend tous les droits et les obligations des communes fusionnées légalement souscrits par elles, ainsi que toutes les conventions publiques et privées auxquelles chacune des communes fusionnées est partie.

L'adaptation des statuts ou, si nécessaire, les conditions de dissolution des associations intercommunales auxquelles les communes parties à la convention de fusion sont membres seront examinées après l'entrée en force de la fusion.

Art. 7 Autorités communales

Conformément à la loi du 28 février 1956 sur les communes, les autorités de la nouvelle commune de Saint-Saphorin (Lavaux) sont :

- le Conseil communal ;
- la Municipalité ;
- la Syndique ou le Syndic.

Conformément à l'article 13 alinéa 3 de la loi sur les fusions de communes, le mandat des autorités communales est prolongé sans élection jusqu'à l'entrée en vigueur de la fusion. Les autorités de la nouvelle commune seront élues en automne 2016 et entreront en fonction le 1^{er} janvier 2017.

Le Conseil communal de la nouvelle commune se composera de 60 membres et de 15 suppléants. La Municipalité sera formée de 7 membres.

Art. 8 Election du Conseil communal et système électoral

Pour les premières élections de la législature en cours (2016-2021), chaque ancienne commune forme un arrondissement électoral. Les sièges du Conseil communal et les suppléants sont répartis entre les arrondissements, proportionnellement à l'effectif de leur population selon le dernier recensement annuel cantonal. Chaque arrondissement a droit à au moins un siège au Conseil communal.

L'élection a lieu au système majoritaire.

Art. 9 Election de la Municipalité et de la Syndique ou du Syndic

Pour les premières élections de la législature en cours (2016-2021), chaque ancienne commune forme un arrondissement électoral. Les sièges de la Municipalité sont répartis entre les 3 communes regroupées, soit 3 sièges pour Chexbres, 2 sièges pour Rivaz et 2 sièges pour Saint-Saphorin (Lavaux).

Pour l'élection de la Syndique ou du Syndic, la nouvelle commune forme un seul et unique arrondissement électoral.

Art. 10 Vacances de sièges au Conseil communal ou à la Municipalité

Pour le Conseil communal, les sièges devenus vacants au cours de la première législature (2016-2021) devront être repourvus séparément dans chaque arrondissement électoral concerné. En cas d'absence de candidat officiel dans un arrondissement électoral, la nouvelle commune forme alors l'arrondissement électoral pour l'élection complémentaire.

Pour la Municipalité, les sièges devenus vacants au cours de la première législature (2016-2021) devront être repourvus séparément dans chaque arrondissement électoral concerné. En cas d'absence de candidat officiel dans un arrondissement électoral, la nouvelle commune forme alors l'arrondissement électoral pour l'élection complémentaire.

Art. 11 Siège administratif

Le siège administratif de la nouvelle commune est sis dans la localité de Chexbres.

Art. 12 Bureau électoral

Le bureau électoral est situé au siège administratif de la nouvelle commune. Chaque localité de cette dernière conservera une boîte aux lettres pour les votes anticipés.

Art. 13 Archives

Les documents et archives des trois communes datant d'avant la fusion conservent leur autonomie. Ils seront regroupés après inventaire, tout en gardant leur individualité, et centralisés au siège de la nouvelle commune.

Les archives de la nouvelle commune commencent à l'entrée en vigueur de la fusion et seront centralisées au siège administratif.

Art. 14 Personnel

Le personnel en fonction au jour de la fusion, occupé à plein temps ou à temps partiel, est transféré à la nouvelle commune aux conditions appliquées au moment de la fusion.

Art. 15 Location des terrains communaux et d'appartements dans des bâtiments communaux

Lorsqu'un terrain agricole ou viticole devient libre, il est proposé en priorité aux agriculteurs/viticulteurs domiciliés sur le territoire de la nouvelle commune. Les prix sont unifiés en tenant compte de la situation et de la qualité des terrains.

Les appartements communaux des trois localités seront gérés par la nouvelle commune. La location de ces appartements sera proposée en priorité aux personnes habitant ou ayant habité la commune.

Art. 16 Cimetières

La nouvelle commune reprendra et maintiendra les cimetières des trois anciennes communes.

Art. 17 Salles et installations communales

La nouvelle municipalité édictera dans les 6 mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle commune des prescriptions concernant les conditions d'utilisation des salles et installations communales.

Art. 18 Activités culturelles, sociales et sportives

Les avantages des sociétés locales et des manifestations seront maintenus par la nouvelle commune.

La nouvelle commune s'engage à soutenir et à encourager, de manière équitable, l'organisation de manifestations et les activités locales.

Art. 19 Budget et comptes

Le budget pour l'année 2017 sera adopté par la nouvelle commune au début de l'année 2017. Le bouclage des comptes 2016 des anciennes communes sera effectué par la nouvelle commune en 2017.

Art. 20 Arrêté d'imposition

Le taux d'imposition 2017 de la nouvelle commune sera adopté par les autorités de la nouvelle commune au tout début de l'année 2017. Il sera fixé en tenant compte de la moyenne arithmétique des taux d'imposition de l'année 2016 des trois communes.

L'impôt foncier pour l'année 2017 est fixé à 1‰ de la valeur de l'estimation fiscale pour les immeubles sis sur le territoire de la nouvelle commune et à 0,5‰ de la valeur de l'estimation fiscale pour les constructions et installations durables édifiées sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier.

Les autres éléments de l'arrêté d'imposition 2017 seront adoptés par les autorités de la nouvelle commune au tout début de l'année 2017, puis soumis au Conseil d'Etat pour approbation et publication dans la "Feuille des avis officiels".

Art. 21 Investissements

Dès l'acceptation de la fusion par les corps électoraux, les Municipalités des trois communes se concerteront pour tous les nouveaux investissements et désinvestissements relevant de la compétence des Conseils.

La Municipalité de la nouvelle commune s'engage à réaliser en priorité les investissements déjà votés au moment de la fusion et à étudier ceux figurant dans les plans d'investissements des anciennes communes.

Art. 22 Règlements communaux/ intercommunaux

- a) La réglementation en matière d'aménagement du territoire et de police des constructions, y compris les taxes et émoluments, conserve sa validité à l'intérieur des anciennes limites communales jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation en la matière dans la nouvelle commune.
- b) Les règlements communaux et intercommunaux suivants, y compris les taxes et émoluments, s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la nouvelle commune dès le 1^{er} janvier 2017 :
- Le règlement sur le Conseil communal de la commune de Chexbres du 28 septembre 2005 ;
 - Le règlement de police de la commune de Chexbres du 22 avril 2013 ;
 - Le règlement intercommunal de l'ACPRS sur la gestion des déchets du 5 août 2013;
 - Le règlement intercommunal du SDIS «Cœur de Lavaux» du 24 janvier 2014 ;
 - Le règlement intercommunal instituant une taxe de séjour et une taxe sur les résidences secondaires du 12 mars 2014 ;
 - Le règlement sur l'acquisition et la perte de la bourgeoisie de la commune de Chexbres du 13 juin 2012;
 - Le règlement sur l'administration et la police des cimetières de la commune de Chexbres du 17 avril 2014 ;
 - Le règlement sur la protection des arbres, arbustes et haies de la commune de Saint-Saphorin du 12 août 2002;
 - Le règlement relatif à l'octroi d'une concession pour exécuter des installations intérieures de gaz de la commune de Chexbres du 12 février 2001;
 - Le règlement et tarifs du contrôle des habitants de la commune de Chexbres du 28 novembre 2012;
 - Le règlement concernant le subventionnement des études musicales de la commune de Chexbres du 20 décembre 2013 ;
 - Le règlement sur la protection des données de la commune de Rivaz du 14 décembre 2012 ;
 - Le règlement sur l'indemnité liée à l'usage du sol de la commune de Rivaz du 29 juin 2007 ;
 - Le règlement sur la subvention lors de l'achat d'un vélo électrique de la commune de Chexbres du 18 décembre 2009;
 - Le règlement concernant la prise en charge des frais de traitements orthodontiques de la commune de Chexbres du 21 octobre 2008;
 - Le règlement sur le personnel de la commune de Chexbres du 25 mars 1975 (et ses modifications);
 - Le règlement relatif à l'entretien des ouvrages exécutés par le Syndicat AF CCPRS de la commune de Chexbres du 13 avril 2005 ;
 - Le règlement et son annexe de distribution de l'eau de la commune de Chexbres du 29 juillet 1966 avec les tarifs modifiés suivants :
 - *Taxe de consommation d'eau : CHF : 1.80/m³ jusqu'à 120 m³ par année puis CHF : 2.00/m³ par m³ d'eau supplémentaire.*
 - *Taxe de location du compteur : CHF 50.-/année.*
 - *Taxe de raccordement pour les nouvelles constructions : 10 % de la valeur ECA du bâtiment, rapportée à l'indice 100 de 1990.*
 - *Taxe de raccordement pour les transformations ou agrandissements : 5 % de la valeur ECA du bâtiment, rapportée à l'indice 100 de 1990.*
 - Le règlement intercommunal (pour tout bâtiment déversant directement ou indirectement des eaux usées dans les collecteurs de l'ACPRS) de l'ACPRS et son annexe sur la perception de la taxe d'épuration du 11 novembre 2002 ;

- Le règlement et son annexe sur l'évacuation et l'épuration des eaux usées de la commune de Rivaz du 16 mai 2013.

Les règlements/tarifs communaux/ intercommunaux mentionnés sous lettre b) sont destinés à être appliqués provisoirement à la nouvelle commune. Par conséquent, les autorités de la nouvelle commune feront diligence pour en adopter de nouveaux.

c) Les règlements communaux suivants, y compris les taxes et émoluments, restent en vigueur sur le territoire de chacune des anciennes communes jusqu'au 31 décembre 2018, les autorités de la nouvelle commune devant en adopter de nouveaux :

- Le règlement et son annexe sur le stationnement sur le domaine public de la commune de Rivaz du 30 juillet 2013;
- Le règlement sur le stationnement privilégié de la commune de Chexbres du 30 août 2011 ;
- Les prescriptions municipales sur le stationnement privilégié des véhicules de la commune de Saint-Saphorin du 6 juillet 2010 ;
- Le règlement du radier et du parc à bateaux de la commune de Rivaz du 1^{er} avril 1971.
- Le règlement des jardins familiaux de la commune de Chexbres du 23 avril 1986 (et ses modifications).

Tous les règlements mentionnés sous lettre c) qui ne seraient pas unifiés au 31 décembre 2018 seront caducs au 1^{er} janvier 2019.

d) Les règlements imposés par la législation cantonale, de même que les règlements ou dispositions de règlements qui confèrent des droits ou obligations aux autorités ou aux particuliers les uns à l'égard des autres, non mentionnés dans la présente convention de fusion sont rendus caducs par l'entrée en vigueur de celle-ci.

Art. 23 Pouvoirs

La Municipalité de la nouvelle commune aura tous les pouvoirs pour requérir de toutes les autorités administratives, de toutes les personnes physiques et morales, toutes les inscriptions, modifications et annotations résultant de cette fusion.

Art. 24 Incitation financière cantonale

Il est pris acte que le Canton de Vaud versera à la nouvelle commune un montant correspondant à l'incitation financière prévue par les art. 24 et suivants de la loi sur les fusions de communes.

Selon le calcul indicatif effectué par le Département des institutions et de la sécurité, ce montant devrait être de l'ordre de CHF 915'000.-.

Selon l'art. 27 de la loi sur les fusions de communes, cette incitation financière est versée en une seule fois à la nouvelle commune dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion.

Art. 25 Procédure

La présente convention, adoptée simultanément par les autorités délibérantes des 3 communes fusionnantes, sera ensuite soumise simultanément à votation populaire dans chacune d'elles.

Conformément à l'art. 9 de la loi sur les fusions de communes, elle sera ensuite soumise au Conseil d'Etat et, par celui-ci, au Grand Conseil. Elle n'aura force de loi qu'après avoir été ratifiée par cette dernière autorité.

Ainsi adoptée par la Municipalité de **Chexbres** dans sa séance du 6 mai 2014

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le syndic :		La secrétaire :
		
J.-M. Conne		A.-M. Viret Grasset


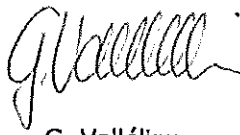
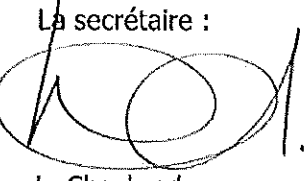
Ainsi adoptée par la Municipalité de **Rivaz** dans sa séance du 12 mai 2014

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le syndic :		La secrétaire :
		
P. Monachon		A.-M. Viret Grasset

Ainsi adoptée par la Municipalité de **Saint-Saphorin (Lavaux)** dans sa séance du 8 mai 2014.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le syndic :		La secrétaire :
		
G. Vallélian		L. Chochard